

Au terme de la mission des experts du FMI à Libreville

Des efforts encourageants



Les ministres Oganadaga (Economie) et Otandault (Budget) ont rassuré le FMI quant à la volonté du Gabon de redresser son cadre macroéconomique.



Vue de quelques membres du gouvernement présents

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

Tout en saluant les réformes menées, la mission du Fonds monétaire international, qui vient de séjourner à Libreville, a encouragé le gouvernement gabonais à poursuivre l'élan amorcé, pour mieux stabiliser le cadre macroéconomique.

DU 24 au 30 avril 2019, une délégation du Fonds monétaire international (FMI), conduite par Boi-

leau Yeyinou Loko, a séjourné à Libreville dans le cadre du suivi de l'accord élargi – au titre du Mécanisme élargi de crédit (MECD) – signé avec l'institution financière internationale. Au cours de cette mission qui avait pour objet principal de "faire le point sur l'exécution du programme économique du Gabon au premier trimestre 2019", il ressort de nombreux échanges que des experts du FMI ont eus avec les techniciens des ministères de l'Économie, du Budget, des Hydrocar-

bures, ainsi qu'avec des membres du gouvernement, que le "Gabon n'est plus en situation de crise économique". Ce, au regard des efforts incessants fournis par le gouvernement, dans le souci premier de stabiliser son cadre macroéconomique. Toutefois, une invite a été faite à l'Etat gabonais de redoubler d'ingéniosité en ce qui concerne les réformes à poursuivre, afin de maintenir le cap et de parvenir, conformément aux exigences du FMI, aux ajustements néces-

saires pour l'économie nationale et, partant, pour nos finances publiques. A cet effet, la mission du FMI salue les mesures prises, notamment pour une meilleure maîtrise des dépenses publiques. Comme la mise à la retraite systématique des agents et contractuels ayant atteint l'âge limite, l'éradication des doublons dans les effectifs de la fonction publique, la suppression des rémunérations mensuelles des présidents des Conseils d'administration (PCA)

des établissements et des sociétés publiques, sans oublier la réduction du nombre des agences...qui commencent à produire les effets escomptés. Même si certains voyants sont encore au rouge. Le ministre de l'Économie, Jean-Marie Oganadaga, a déclaré que le gouvernement gabonais se battra jusqu'à ce que le gros des indicateurs passe au vert. C'est justement dans cette optique que s'inscrivent d'autres mesures initiées par le gouvernement, à l'instar de celles

portant mobilisation des recettes à travers des réformes menées au sein des administrations fiscale et douanière. Résultat, en cette année 2019, le Produit intérieur brut (PIB) progresserait de 2,8% contre 0,8% l'an dernier. La mission du FMI relève, toutefois, que les réformes entreprises doivent être poursuivies, notamment en ce qui concerne la gestion des établissements publics, question de ne pas perdre le bénéfice des résultats déjà obtenus.

Rumeur sur une supposée liquidation de Gabon Oil Company /Réactions



M.Boileau Loko (FMI) .

Boileau Yeyinou Loko (Chef délégation du FMI)
"On semble donner beaucoup de pouvoirs au Fonds monétaire international, parmi même ceux qui ne lui incombent pas. En effet, le FMI n'a pas le pouvoir de liquider les entreprises qui appartiennent à des États souverains."

Jean-Marie Oganadaga (ministre de l'Économie)
"Le FMI n'a pas la mission que veulent lui attribuer les réseaux sociaux de supprimer ou d'exiger la suppression d'une entreprise nationale. Cela est du ressort de chaque État souverain, comme le nôtre. Si la GOC devait subir un tel sort, c'est à l'Etat gabonais qu'il reviendrait de prendre la décision. Par le passé, quelques entreprises et bien d'autres entités ont été supprimées. Mais, c'est l'Etat gabonais seul qui avait pris la décision en Conseil des ministres. Mieux, aujourd'hui, on a une loi sur la suppression de certaines entreprises. La rumeur n'est pas fondée, puisque l'Etat gabonais n'a initié aucune décision allant dans le sens de supprimer la GOC. Encore moins le FMI, contrairement à ce qu'on prétend sur les réseaux sociaux".



Jean-Marie Oganadaga .

Gabon/Nouveau Code des hydrocarbures

Le FMI l'apprécie

MSM
Libreville/Gabon

Selon le Fonds, l'entrée en vigueur de cette nouvelle loi va permettre d'attirer de nombreux investissements dans le secteur, et relancer la production pétrolière au Gabon.

EN séjour à Libreville depuis le 24 avril dernier, la délégation du Fonds monétaire international (FMI), conduite par Boileau Yeyi-

nou Loko, a rencontré, le 30 avril 2019, le ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, Pascal Houangni Ambouroué. Cette visite avait pour objectif de faire un état des lieux du secteur pétrolier au Gabon et de ses perspectives. « C'est un secteur clé pour l'économie gabonaise. Nous sommes venus voir ce qui s'est passé en 2018. Quelles sont les perspectives pour 2019, notamment en matière d'investissement et de production pétrolière. Au sortir



La délégation du FMI chez le ministre du Pétrole.

de là, je dirais que la situation en 2018 était un peu difficile au niveau de la production pétrolière. Nous sommes très contents de ce que nous avons entendu sur les perspectives de 2019, notamment une fois que le nouveau Code pétrolier va entrer en exercice. Le pays espère énormément beaucoup d'investisseurs. Donc les perspectives en matière de production pétrolière sont très bonnes et je crois que c'est très encourageant pour la suite des choses », a indiqué M. Yeyinou Loko.

En effet, le souhait de cette institution financière, a-t-il souligné, est de voir le secteur pétrolier générer davantage de ressources nécessaires, afin de non seulement favoriser la relance économique, mais aussi de permettre à la population de bénéficier des fruits de la croissance. En rappel, cette visite entre dans le cadre du suivi de l'accord élargi au titre du Mécanisme élargi de crédit (MECD) signé avec le FMI le 19 juin 2017.